

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDEE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

LA PROSPERITE ISOLEE DE LA R.F.A. LUI CREE-T-ELLE UN PROBLEME?

par ROBERTO CESTELLI

Les difficultés toujours majeures qui se profilent à l'horizon européen ont été, une fois encore, confirmées par les récentes menaces inquiétantes lancées par le Premier ministre britannique Callaghan: ou la C.E.E. vote des aides financières substantielles pour le Royaume-Uni ou les troupes britannique seront retirées d'ici peu de la R.F.A.

La menace-avertissement était surtout adressée à Bonn, le seul banquier européen auquel il convient, en ce moment, de s'adresser.

Le geste de Callaghan était probablement une mise en scène pour accorder une satisfaction à l'aile gauche de son parti; mais les causes profondes qui en sont à l'origine, c'est-à-dire la grave situation économique de la Grande-Bretagne, sont une réalité incontestable.

Une diminution radicale de la contribution militaire britannique à l'Alliance occidentale mettrait en crise l'équilibre des forces entre l'Orient et l'Occident.

Les tractations en cours à Vienne pour une réduction réciproque des forces armées des



deux blocs sont, elles aussi, menacées par l'avertissement intempestif du Premier ministre Callaghan; le contingent britannique représente, en effet, une part importante des

forces occidentales et son retrait, ou uniquement le fait même de l'annoncer, avant d'être arrivé à un accord acceptable, diminue énormément la force contractuelle

LA PROSPERITE ISOLEE DE LA R.F.A. LUI CREE-T-ELLE UN PROBLEME?

des pays du Pacte Atlantique.

La tâche du Chancelier fédéral n'est certes pas facile, en ce moment, à cause, justement, du bien-être dont jouit son pays; par contre, ses trois grands voisins - Grande-Bretagne, France et Italie - sont encore concernés par les problèmes de la crise mondiale qui deviendront plus cuisants au cours des prochains mois, lorsque les cheiks imposeront leur nouvelle augmentation sur le prix du pétrole, augmentation qui constituera, certes, une charge très lourde pour la balance commerciale de la France et de la Grande-Bretagne, mais qui frappera l'Italie comme une massue et la contraindra, peut-être, à rétrocéder de sa position de nation industrialisée à un niveau économique bien inférieur.

On peut craindre que, dans un avenir très proche, quelques pays - à la suite de l'érosion de leur monnaie et face à la stupidité de leurs organisations syndicales qui refusent d'admettre avoir exigé et imposé des salaires supérieurs aux possibilités économiques nationales - ne mettent hors d'usage le principe du libre-échange et que leurs gouvernements, écrasés par le poids excessif des problèmes internes, ne commencent à négliger les règles fondamentales de la cohésion européenne.

L'Italie a déjà adopté des mesures restrictives au libre-échange, en faisant miroiter la promesse de leur caractère provisoire. La Grande-Bretagne a retiré sa solidarité financière à l'Italie et réduite à une larve - si l'on pense à ce que fut l'Empire britannique, pilier de la politique mondiale - elle risque, avec cette menace, de provoquer une crise dans tout le bloc atlantique.

Il y a quelques mois encore étoile-guide de la nouvelle Europe, le Président Giscard

d'Estaing est désormais limité dans ses mouvements par la situation politique intérieure et est de moins en moins disposé à accorder de concessions dans le domaine de la politique d'intégration européenne.

Dans ce sombre tableau sur lequel s'ouvre l'Europe de 1977 la prosérité isolée dont jouit la République fédérale d'Allemagne contraint son Chancelier réélu à passer des nuits blanches. ~

Quel type de solidarité doit-il manifester vis-à-vis de ses associés de la C.E.E.?

L'abandon du principe du libre-échange d'un ou de plusieurs partenaires constitue certainement un cauchemar pour cette nation.

Le soupçon que la République fédérale entende transformer sa suprématie économique actuelle en une position d'Etat-guide est écarté aussi bien par Schmidt que par ses partenaires de la C.E.E.

Quelques opinions formulées ou de simples conseils adressés à voix haute au sujet des problèmes de l'Italie qui, par ailleurs, frappait à la porte de Bonn pour demander de l'argent, ont provoqué des rancoeurs et des polémiques absolument hors de mesure. Il s'en est fallu de peu que Bonn dût présenter ses excuses à Rome au moment de la remise de l'argent du prêt consenti.

La R.F.A. est actuellement la puissance militaire conventionnelle la plus forte de toute la C.E.E., et même si elle ne possède pas d'armements nucléaires, le retrait manifesté du contingent britannique pourrait souligner encore plus sa position de prédominance dans ce secteur ce qui amènerait les Etats-Unis à considérer la R.F.A. comme leur seul allié véritable au sein du Pacte atlantique.

Il surgirait ainsi un grave élément de troubles politique

et psychologique parmi ses associés européens et l'édifice branlant de l'Union Européenne - dont le nombre d'adhérents s'accroît en ce moment, alors que ses fondations sont sillonnées de lézardes menaçantes - courrait de graves risques de désagrégation.

Bonn devra peut-être pousser sa solidarité à l'égard de ses partenaires de la C.E.E. jusqu'à sacrifier une bonne partie de son bien-être économique pour éviter que l'écart, dans le bien-être justement, ne l'éloigne toujours plus des autres nations de la Communauté.

Les nuits du Chancelier Schmidt ne sont certes pas enviables en ce moment. Il devra expliquer à son peuple que le chène germanique ne peut pas être la seule plante pleine de vigueur dans une forêt où tous les autres arbres se rabougrissent.

Il devra demander de très gros efforts économiques à ses sujets industriels qui, bien qu'ayant gagné la bataille contre la crise, ont le tort d'être les seuls en Europe à y avoir réussi.

Il devra demander, en outre, à ses gouvernés de se soumettre également à un accord dur et immérité d'humilité pour que les aides qu'ils devront accorder soient offertes d'une main chrétienne au point que la droite non seulement devra ignorer ce que fait la gauche, mais même se faire pardonner l'aide octroyée pour ménager la susceptibilité des Européens se trouvant dans le besoin.

L'Histoire a d'étranges Némésis: l'Allemagne de Hitler voulait détruire l'Europe par la force, celle de Bonn doit accepter le destin de la construire par le sacrifice et l'humilité.

Souhaitons que tous les sacrifices qui attendent l'Allemagne fédérale soient, un jour compris et appréciés.

Quant à nous nous rangeons parmi ceux qui sauront les lui reconnaître dès le début.

R.C.

La citadelle de la révolution en Europe

La position de l'Albanie dans le contexte des sphères d'influence et des manoeuvres politiques internationales est tout à fait singulière. Pays de stricte obédience communiste, gouverné par un régime de type stalinien, avec - au sommet de la pyramide - le septuagénaire Enver Hodja en pleine forme, l'Albanie est le seul Etat européen à n'avoir aucun allié en Europe. Son Histoire récente consiste dans un autoisolement progressif: à la conférence d'Helsinki participaient tous les Etats européens sauf un; à la conférence pancommuniste de Berlin il y avait un seul absent; à la réunion interbalkanique d'Athènes, un seul des pays invités n'avait pas répondu à l'invitation. L'absent permanent était l'Albanie.

La survivance de l'Albanie s'explique, on le sait, par l'appui chinois (un cinquième du produit national brut est couvert par les subventions de Pékin): «Si les Chinois renoncent à un seul petit déjeuner nous autres Albanais, aurons assez pour toute l'année.»

La mort de Mao et les incertitudes de la politique chinoise qui lui ont fait suite rendent la situation de l'Albanie extrêmement délicate. Elle demeure aussi farouchement opposée que par le passé aux Etats-Unis et à l'U.R.S.S., que M. Enver Hodja, le premier secrétaire du P.C. albanais, a récemment dénoncés comme «les plus grandes et les plus dangereuses puissances impérialistes agressives que l'histoire ait connues». L'OTAN et le traité de Varsovie, le Marché commun et le Comecon seraient des instruments d'asservissement et d'expansion, à l'appui de la politique néfaste des «sphères d'influence». D'après de M. Hodja, la détente internationale n'est qu'un «bluff monté d'un commun accord entre les impérialistes américains et les sociaux-impérialistes russes».

Les rapports avec la Yougoslavie et la Bulgarie restent tendus et, parmi les pays de l'Est, c'est avec la Roumanie seulement que les communistes albanais entretiennent des relations dé-

pourvues d'animosité.

Les eurocommunistes, d'autre part, sont des renégats révisionnistes, des laquais de la bourgeoisie, puisqu'ils ont trahi les thèses orthodoxes sur la nécessité inéluctable de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat pendant la période de transition du capitalisme au communisme.

Les relations avec la Chine demeurent privilégiées, mais moins chaleureuses qu'autrefois. M. Hodja désapprouve probablement le rapprochement de son unique allié et protecteur avec les Etats-Unis. Il est aussi hostile à l'idée d'une réconciliation sino-soviétique possible. Les dirigeants de Tirana semblent redouter que leurs grands amis asiatiques ne deviennent idéologiquement moins «purs» et disposés à faire des concessions et des compromis politiques. Il est en tout cas utile de remarquer que, dans le discours qu'il a prononcé lors du VIIe congrès de son parti (le 2 novembre), M. Hodja n'a pas fait allusion à l'élimination du «groupe de Chang-hai», promoteur de la ligne dure.

Les résultats de la politique menée par l'équipe de M. Hodja sont tout autres que positifs. La situation économique du pays empire, les pourcentages de croissance annoncés pour les cinq dernières années restent en deçà des prévisions formulées en 1971, lors du précédent congrès du Parti; les difficultés d'approvisionnement en denrées alimentaires rendent la vie des Albanais toujours plus dure. M. Hodja tient en main la situation, mais pour cela il a fait subir au Parti trois purges en trois ans seulement! Un quart des membres du Politbureau a été limogé et un tiers des ministres ont perdu leur poste.

«La citadelle de la révolution en Europe» - c'est l'expression de M. Hua Kuo-feng - se trouve en difficulté, et la politique d'isolement total rend encore plus impopulaire un régime dictatorial des plus sévères.

□

OMBRES CHINOISES I

par LOUIS MARCHAND

La disparition d'un présidente de l'envergure de Mao-Tse-toung de la scène politique signifiera, pour la Chine, le début d'une période d'instabilité, voire de crise et aura, en même temps, des conséquences importantes - mais imprévisibles - à l'échelle mondiale. On le savait, on le disait souvent. Maintenant que Mao est mort, les spéculations sur l'avenir politique de la Chine sont devenues d'un intérêt pressant et inquiétant.

La survivance de la liberté démocratique en Europe occidentale et les perspectives de l'intégration européenne dépendent de l'équilibre entre les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et la Chine; et si cet équilibre devait changer, l'Europe en ressentirait les effets.

On a toujours été mal renseigné sur ce qui se passe en Chine; maintenant, ce mystère est devenu irritant et l'on se plaît à lancer de violents reproches aux sinologues et aux services secrets.

Il n'y a rien à faire: dans le monde communiste, les secrets sont très bien gardés et il faut se contenter des mêmes spéculations auxquelles on s'adonnait avant la mort de Mao.

L'hypothèse de l'instabilité interne a été presque immédiatement confirmée par le complot de la fameuse «bande des quatre», que les Occidentaux qualifient d'extrémistes de gauche, tandis que les dirigeants de Pékin les considèrent comme étant d'extrême-droite.

Dans le torrent des accusations lancées contre les «quatre traîtres, il est difficile de s'orienter et l'emploi des étiquettes européennes «droi-

te» et «gauche» est peut-être erroné. Il est tellement difficile de comprendre l'esprit chinois, qu'on n'arrive pas à saisir la portée des reproches d'ordre moral, par exemple, qui accablent la veuve du «grand timonier»: lectrice assidue de romans tels que «Le Comte de Monte-Cristo» et «Autant en emporte le vent», elle fit preuve de libertinage en achetant une robe de la haute couture française.

Il y a, en Chine, trois grandes forces politiques qui se disputent la suprématie depuis environ vingt ans: les «technocrates» de l'appareil bureaucratique du Parti et de l'Etat; les chefs de l'armée; le groupe de Changhaï (qui s'est affirmé rapidement pendant et grâce à la grande révolution culturelle). L'art suprême de Mao consista, justement, à en maintenir l'équilibre. Cet équilibre a été rompu et rien ne laisse prévoir un règne tranquille pour M. Hua Kuo-feng.

Pour ce qui est des relations internationales de la Chine, notamment, son attitude envers Moscou et Washington, les premiers mois de «l'après-Mao» semblent confirmer le désir de la nouvelle équipe au pouvoir de ne pas rompre la continuité. Mais cette fidélité à l'héritage de Mao ne serait-elle qu'une simple apparence? Et en supposant, par exemple, que la haine contre l'U.R.S.S. soit sincère, les dirigeants de Pékin sauront-ils résister aux avances de Moscou ou à d'éventuelles pressions?

Brejnev agite un rameau d'olivier ...

Depuis la mort de Mao, les Soviétiques ont cessé leurs attaques contre la Chine. La raison en est bien claire: il fallait profiter de cette oc-

casion pour renouer les rapports avec la Chine, rétablir l'alliance communiste eurasiatique sous la domination de Moscou et infliger ainsi un coup mortel aux Etats-Unis et à l'Europe occidentale. L'opinion publique de tous les continents attendait, le souffle suspendu la réaction chinoise dont dépendait l'équilibre mondial.

La réponse arriva, dure et sans équivoque possible; c'est M. Chiao Kuan-hua, ministre des Affaires étrangères qui la formula. Il dénonça les manœuvres impérialistes des «deux superpuissances» et leur rivalité pour l'hégémonie mondiale, mais présenta l'U.R.S.S. comme le danger et l'ennemi principal. Le ministre chinois invita les peuples à se prémunir activement contre les menaces de «l'expansionnisme» de Moscou. Un texte encore plus explicite et plus dur fut diffusé le 5 octobre par l'agence «Chine nouvelle», qui accusa la «clique révisionniste renégate soviétique d'avoir fomenté un tourbillon révisionniste dans la tentative d'égarer le mouvement communiste international».

Un éventuel rapprochement entre Pékin et Washington a toujours inquiété les dirigeants soviétiques. La déclaration de M. Kissinger (faite en octobre dernier) selon laquelle les Etats-Unis ne resteront pas «indifférents» si la Chine devait être attaquée (par l'U.R.S.S., évidemment!) a trouvé une prompt réponse dans la presse soviétique:

«Il est de notoriété mondiale que l'U.R.S.S. n'a jamais menacé ni ne menace personne. Elle n'a jamais rien projeté et ne projette rien contre la Chine. L'Etat soviétique met systématiquement en

ET AVENIR EUROPÉEN

oeuvre la politique léniniste de paix, etc., etc.)»

Lors du plénum du Comité central du P.C. soviétique (fin octobre), M. Brejnev a renouvelé les ouvertures en direction de la Chine, en soulignant que le rapprochement dépend uniquement de l'attitude des successeurs de Mao: «Il n'y a pas dans les relations entre l'U.R.S.S. et la République populaire de Chine de problèmes qui ne puissent être réglés dans un esprit de bon voisinage. Nous continuerons à agir dans ce sens. Tout dépendra de la position qu'adoptera l'autre partie». «L'amélioration de nos rapports avec la Chine est notre souci permanent... Nous sommes prêts à normaliser nos rapports avec la Chine dans la coexistence pacifique».

... Mais le rameau d'olivier est une flèche empoisonnée!

Et pourtant la nouvelle équipe au pouvoir à Pékin a continué à lancer ses critiques contre Moscou, sur le

ton habituel, pendant tout le mois d'octobre. Mais les Soviétiques firent semblant de ne pas s'en apercevoir et M. Brejnev adressa un message personnel de félicitations à M. Hua Kuo-feng à l'occasion de son entrée en fonctions de président du Comité central du P.C. chinois. Son exemple fut suivi par ses alliés les plus proches de l'Europe orientale et par le parti mongol. Mais Pékin rejeta ces messages, comme il avait rejeté ceux qui lui avaient été adressés, par les mêmes personnages, après la mort de Mao. Après avoir essuyé publiquement cette seconde rebuffade, il ne restait plus au Kremlin que de reprendre ses critiques contre la Chine, ce qu'il ne tarda pas à faire dès le 1er novembre.

Le même jour, Pékin lançait une nouvelle salve de projectiles antisoviétiques:

«Certains de nos amis étrangers croient que l'U.R.S.S. agite le rameau d'olivier vers la Chine. Ce n'est pas un rameau d'olivier, mais une flèche empoisonnée.»

che empoisonnée.»

«L'U.R.S.S. veut que la Chine... devienne un pays satellite.»

«La clique dirigeante à la tête de laquelle se trouve Brejnev a fait dégénérer un pays socialiste en un pays révisionniste... le plus grand oppresseur de la terre.»

Les Soviétiques n'abandonnent pas la partie et font de nouveaux pas vers une réconciliation avec la Chine; dans son discours prononcé à Moscou le 6 novembre pour célébrer le 59e anniversaire de la Révolution, M. Kulakov - que les kremlinologues considèrent comme le successeur probable de l'actuel secrétaire général du P.C. soviétique - a versé quelques larmes sur la rupture, il y a quinze ans, des relations amicales sino-soviétiques, il a ensuite formulé des vœux de réconciliation et soigneusement évité toute attaque contre la Chine. Pour la première fois depuis cinq ans, le diplomate chinois n'a pas quitté la salle en signe de protestation pendant qu'un orateur soviétique parlait de la Chine.

Une semaine plus tard, les Soviétiques essayèrent une nouvelle rebuffade. Le vice-premier ministre, M. Li Hsien-nien prononça contre eux les paroles les plus dures que l'on ait jamais entendues en public, en Chine, depuis la mort de Mao: il parla de «la superpuissance qui étend partout ses griffes», qui «cherche par mille et un moyens à placer ses sinistres tentacules sur l'Afrique australe» et qui «s'est complètement discréditée et se trouve dans un isolement extrême, révélant mieux encore sa nature vulnérable de tigre de papier».

On peut donc conclure que le mois de novembre a



OMBRES CHINOISES ET AVENIR EUROPÉEN

clarifié la position de la Chine vis-à-vis de l'U.R.S.S.; toute idée d'amélioration des rapports avec Moscou a été rejetée et l'on a donné aux avances du Kremlin une interprétation de «simulacre de détente», qui vise à estomper les différences de principes entre les doctrines communistes des deux Etats et à assurer au «social-impérialisme» une nouvelle victoire.

La Chine et les pays communistes d'Europe

Depuis la rupture avec Moscou, les Chinois observent à l'égard des pays communistes de l'Europe une attitude constante, que les successeurs de Mao respectent encore fidèlement. On fait toujours les distinctions traditionnelles:

- Amitié sans réserves avec l'Albanie, l'allié le plus fidèle, dirigée par un parti marxiste-léniniste «authentique». Le «révisionnisme moderne» soviétique est l'ennemi commun de Pékin et de Tirana, a déclaré le président Hua Kuo-feng.

- Relations privilégiées avec la Roumanie, dont les Chinois apprécient le nationalisme antisoviétique, qu'ils encouragent depuis 1968. De leur côté, les Roumains se sont nettement détachés des Soviétiques et de leurs alliés fidèles en ce qui concerne la polémique antichinoise, qu'ils ont condamnée. Les messages du P.C. roumain (de condoléances à la mort de Mao, de félicitations pour le nouveau président) n'ont pas été refusés par Pékin, et les représentants diplomatiques roumains en Chine ne quittent jamais une salle de conférence, en signe de protestation, quand on y profère les injures rituelles contre l'U.R.S.S.

- Hostilité contre la Yougoslavie pour soutenir les intérêts de l'Albanie.

- Quant aux satellites de Moscou, enfin, on les considère des victimes de la mainmise et des vexations du social-impérialisme. On n'oublie pas à Pékin que l'U.R.S.S. a occupé la Tchécoslovaquie en 1968, en prétendant apporter une aide socialiste à ce pays.

«La tendance vers l'union européenne est excellente» ...

...a déclaré le 1er novembre un responsable du ministère chinois des Affaires étrangères, en recevant une délégation de journalistes français. Le fonctionnaire a ensuite repris la mise en garde de l'Europe de l'Ouest contre Moscou, qui «veut l'endormir, la diviser et la désagréger».

«Nous souhaitons une Europe puissante» capable de résister aux menaces soviétiques, que beaucoup d'hommes politiques occidentaux ont tendance à sousestimer. «Vous vous montrez faibles à l'égard de l'U.R.S.S.», au lieu de renforcer la défense de

l'Europe. «Nous comprenons les aspirations de certains à la paix. Mais, en pratique, peut-on parvenir à la paix avec l'U.R.S.S. ? A notre avis, ce n'est pas possible. L'U.R.S.S. parle toujours de détente, mais, en fait, elle prépare la guerre». Et, comme on le sait, les Chinois eux aussi se préparent à la guerre, pour ne pas avoir de surprise tragique. Ils sentent toujours la menace d'une agression soviétique planer au-dessus de leurs têtes.

La politique chinoise envers l'Europe occidentale se heurte à des obstacles très sérieux et très délicats. D'une part, on encourage, comme on vient de le voir, l'idée de l'unité européenne. D'autre part, on condamne, pour des raisons idéologiques, les gouvernements (capitalistes, bourgeois, etc) au pouvoir, mais on sent, en même temps, la nécessité de développer les échanges commerciaux avec les «capitalistes». Par conséquent, Pékin se déclare prêt à établir des relations avec tous les pays, sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique.

En ce qui concerne les grands partis communistes occidentaux, les Chinois les traitent sans pitié, au nom de l'intransigeance idéologique. Il s'agit, en effet, de «révisionnistes» typiques. Malgré les distances prises par ces partis à l'égard de Moscou, et malgré le fait que l'eurocommunisme soit le produit de la tendance vers l'autonomie qui explique aussi, partiellement, le schisme chinois, les dirigeants de Pékin n'ont pas voulu accepter les avances des communistes français et italiens. Serait-ce parce que - plus profonds connaisseurs du communisme que ces derniers - les Chinois ne se font pas d'illusions sur la sincérité des déclarations autonomistes des camarades Berliquer Marchais et Cie?



LA NOUVELLE STRATEGIE INTERNATIONALE DE MOSCOU

LA REUNION DU PACTE DE VARSOVIE ET L'INTEGRATION POLITIQUE A L'EST

par KURT HEINZE

Il est trop tôt pour juger de la portée des décisions prises à Bucarest par le comité politique consultatif du pacte de Varsovie. Mais il y a quand même des faits qui sautent aux yeux et dont l'importance est hors de doute.

L'autorité du Kremlin, dans la personne de M. Brejnev, se voit renforcée. Après une période d'incertitude et d'absence, le leader soviétique est apparu triomphant - politiquement et physiquement. Pendant sa récente « tournée » balkanique, couronnée par la signature des documents du pacte de Varsovie, le secrétaire général du P.C. soviétique a réussi à imposer à ses partenaires les grandes lignes de la nouvelle stratégie internationale moscovite. Sa voix, pleine d'assurance, de fermeté et d'intransigeance a rappelé à ses alliés et à ses ennemis que l'Union soviétique n'a nullement l'intention de renoncer à son hégémonie.

En second lieu, la récente réunion s'est tenue à Bucarest - ou il n'y avait pas eu de session depuis dix ans - et immédiatement après la visite amicale de M. Brejnev en Roumanie. Ceci veut dire que M. Ceausescu a été obligé de faire quelques concessions aux pressions soviétiques. La Roumanie était l'anneau moins soudé dans la chaîne du monolithisme oriental, mais



si depuis quelques mois les relations avec l'U.R.S.S. se sont améliorées c'est probablement à cause du chantage économique. D'ailleurs l'endettement en devises des pays de l'Europe orientale constitue sans doute un atout décisif des Soviétiques dans leur offensive déclenchée depuis quelques mois pour resserrer les rangs du camp socialiste.

En troisième lieu, le « sommet » communiste de Bucarest a décidé l'institution d'un conseil politique permanent des ministres des Affaires étrangè-

res flanqué d'un secrétariat politique permanent. La politique étrangère des sept pays membres sera donc coordonnée d'une manière plus évidente et efficace et la marge laissée aux initiatives individuelles devient très limitée, voire illusoire. On assiste à la création du noyau de l'intégration politique progressive du bloc de l'Est - idéal affirmé par M. Brejnev à plusieurs reprises cette année. Certains observateurs politiques parlent déjà d'une espèce de *Commonwealth* communiste.

L'esprit de Berlin et l'esprit de Bucarest

Au cours de meeting organisé à Bucarest à la fin de la visite de M. Brejnev et à la veille de la réunion du pacte de Varsovie, M. Ceausescu n'a pas manqué, dans son discours, d'insister sur le fait que dans les relations entre les partis communistes il faut maintenant observer les principes de respect de l'indépendance, de l'égalité en droit et de la non-ingérence dans les affaires intérieures et il s'est félicité que ces relations de «type nouveau» se soient imposées à la conférence de Berlin des P.C. européens.

Mais si «l'esprit de Berlin» ne contredit pas les velléités d'indépendance de pays comme la Yougoslavie et la Roumanie, l'atmosphère qui a régné lors du «sommet» bucarestois du pacte de Varsovie n'a plus été la même qu'à Berlin. La contradiction est apparue dès la fin des entretiens bilatéraux Brejnev-Ceausescu. Pour la Roumanie, comme l'a indiqué M. Ceausescu, les relations avec l'U.R.S.S. et les autres pays communistes occupent une place de premier plan, mais elles ne sauraient être limitatives ni même privilégiées. Au contraire, selon M. Brejnev, il faut tenir compte non seulement de ses propres intérêts nationaux, mais des intérêts de nos «amis socialistes». Cela a une «force de loi absolue».

Il est clair qu'à la réunion des Sept, le courage et le patriotisme du secrétaire général du P.C. roumain se sont trouvés isolés devant le bloc sans fissures de l'U.R.S.S. et de ses alliés de stricte observance. La création d'un organisme politique supranational, toujours redoutée par les Roumains, a été quand même approuvée, et personne ne saurait dire maintenant quelle en sera la conséquence dans l'a-



venir immédiat des relations internationales. Une seule chose est claire pour le moment: les dirigeants de la Roumanie, dans leurs déclarations récentes, restent fidèles à leur politique d'indépendance.

Le vieux maréchal ne fléchit pas

On ne saura peut-être jamais quelles étaient exactement les buts poursuivis par M. Brejnev quand il entreprit sa récente visite en Yougoslavie.

Si le secrétaire général du P.C. soviétique espérait convaincre le maréchal Tito de rapprocher son pays de la communauté politique qui allait naître sur les bases de l'alliance militaire communiste, alors l'initiative a totalement

échoué. Tito n'a rien cédé de son *credo* politique: indépendance, spécificité de son expérience socialiste, refus de souscrire à la formule «internationalisme prolétarien», importance de la politique de non-alignement opposée aux impérialismes des superpuissances. Au désir du Kremlin de voir les pays non alignés entrer dans le camp socialiste, le maréchal Tito répond par le refus le plus net de les voir devenir l'instrument d'un bloc.

M. Brejnev a accusé l'Occident de vouloir «jeter une ombre sur les bons rapports soviéto-yougoslaves» en lançant les «inventions les plus absurdes» selon lesquelles l'U.R.S.S. aurait l'intention d'attaquer la Yougoslavie. Il assura son hôte que la Yougoslavie n'est pas un Petit Chaperon rouge misérable et impuissant et que l'U.R.S.S. n'est pas un «loup terrible, sanguinaire et agressif qui se prépare à la dépecer et à la dévorer».

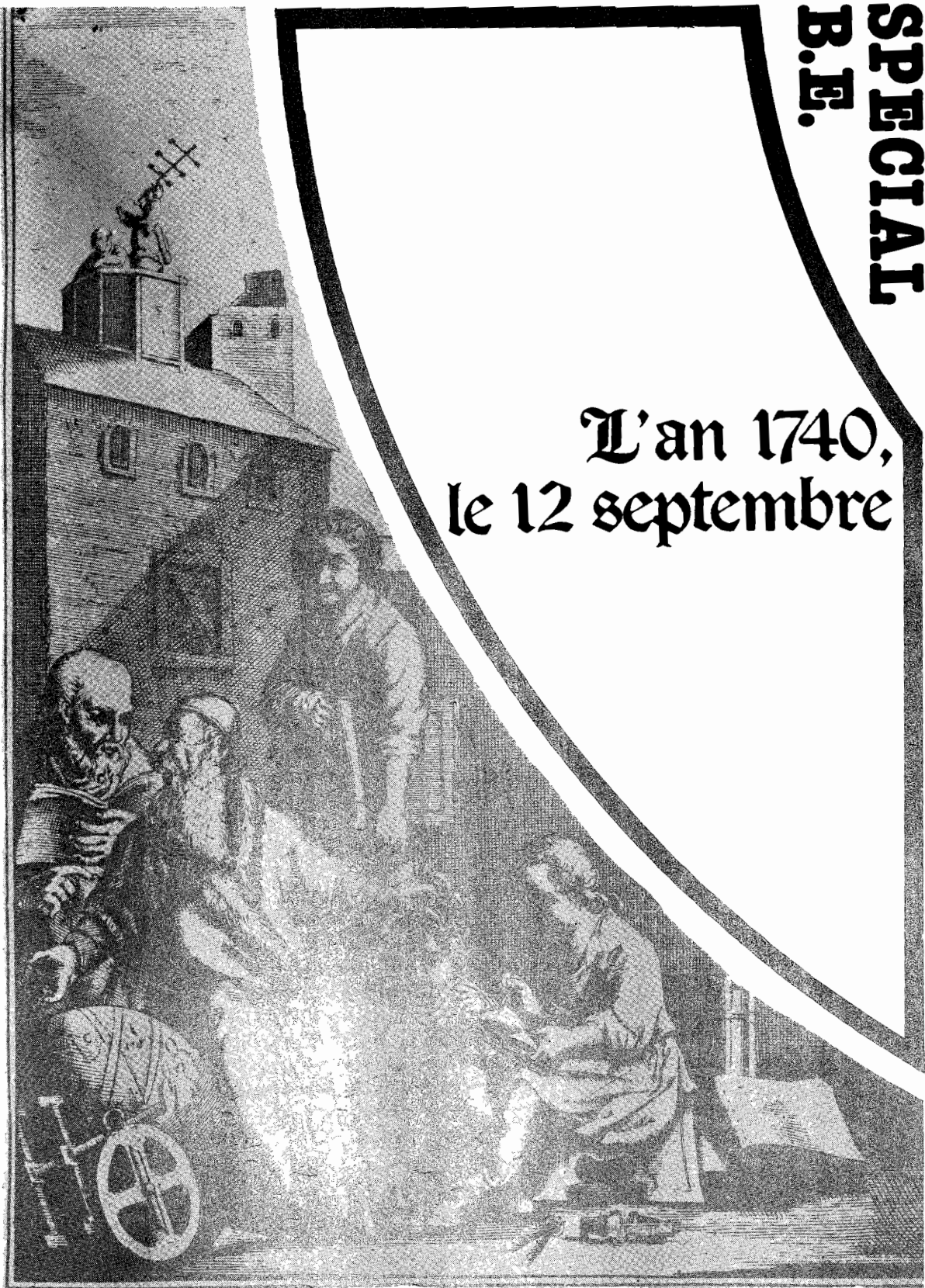
Mais il est peu vraisemblable que M. Brejnev se soit déplacé à Belgrade uniquement pour tranquilliser le président yougoslave et, éventuellement, l'opinion publique mondiale qui voit dans «l'après-Tito» une inconnue menaçante pour l'équilibre international.

Un autre but dont on a parlé à propos de cette visite concerne les relations de l'U.R.S.S. avec le tiers-monde. En effet, Belgrade joue un rôle important de médiateur et l'Union soviétique tient à ce que ses initiatives placées sous le signe de la détente soient bien accueillies par le tiers-monde. M. Brejnev a peut-être dit à Tito que les Etats membres du pacte de Varsovie pourraient décider d'appuyer officiellement la proposition des pays non alignés (y compris la Yougoslavie) de convoquer une assemblée générale extraordinaire de l'ONU sur le désarmement.



**SPECIAL
B.F.**

**L'an 1740,
le 12 septembre**



L'AN
LE 12 SEP

Statut des comm
désignés par la Ru
pour choisir les fr
Moldave, Boug [I]

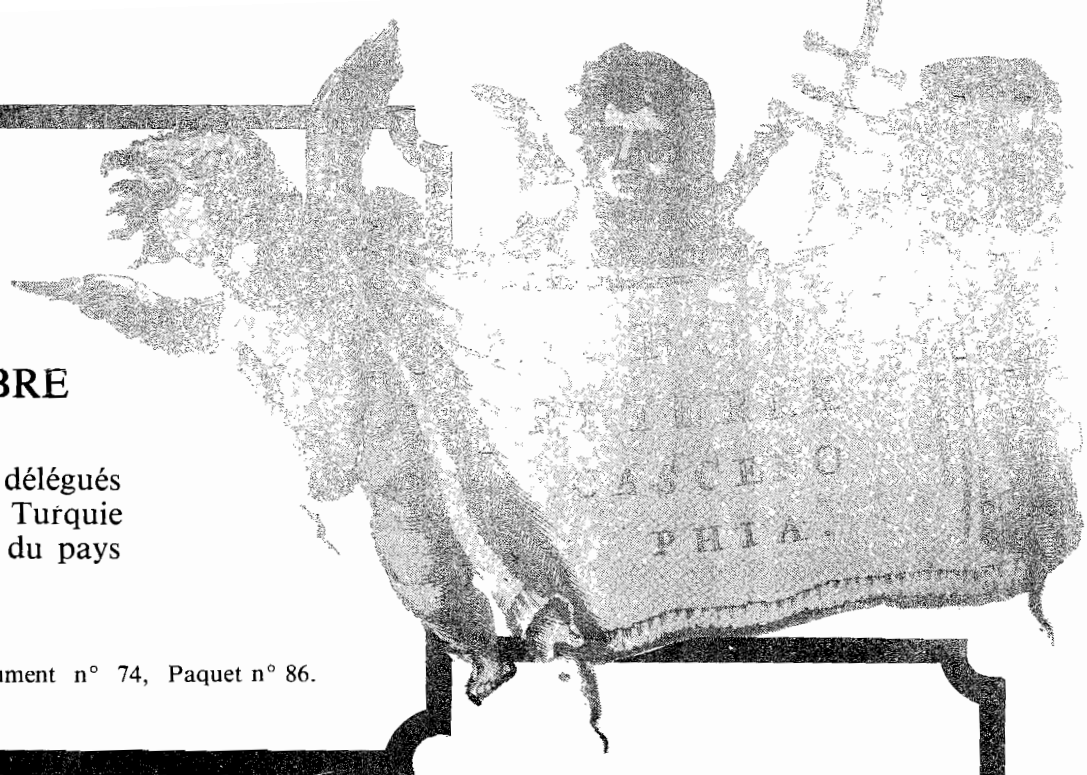
(1) Bibliothèque de l'Académie Roum

«Selon les propos et les relations de sainte paix établie entre l'empire russe et l'empire turc, la séparation des frontières étant nécessaire.

Nous, les commissaires plénipotentiaires désignés par les deux parties, en arrivant près du Boug, pour une meilleure administration du lieu et pour un sage et vieux avoisinage et avec le commissaire de la Sérénissime Porte Turque.

Sans détail et autorisés à l'unanimité, nous avons passé et en campant sur la rive de cette eau-là, nous avons dressé, des deux côtés, entre nos camps, une tente pour nous assembler.

Après quelques assemblées, discussions et propos dans le but mentionné ci-dessus, à la dernière assemblée, à l'unanimité et de la meilleure manière, on a établi entre nous, selon l'acte donné et reçu par les commissaires désignés des deux empires, en l'an mil sept cent cinq [en turc, mil cent dix-huit] que le commencement de ces frontières doit être à la fin des frontières polonaises et que, comme première marque entre ces deux empires, c'est-à-dire vers le sud, il y ait les tertres polonais appelés en turc Garuceh, d'un côté du Boug et de l'autre côté de cette eau, c'est-à-dire vers le nord, un rocher de pierre, pas trop grand, appelé en turc Cimil Cearmu, près de l'eau. Et depuis ces marques, allant en aval sur les rives du Boug, jusqu'à l'endroit qu'on appelle en turc le grand Kounar, qui se



1740,
SEPTEMBRE

Commissaires délégués
Russie et la Turquie
Frontières du pays

aine, Document n° 74, Paquet n° 86.

trouve à une distance de six heures, en aval, où selon l'opinion unanime, nous avons fait faire deux tertres à quatre arêtes, tout juste où l'eau du Tachlik se jette dans le Boug. Et de là, on doit aller à travers la plaine, vers Mesivo vodi.

Après avoir fini ce travail et écrit nos papiers, qu'on aura annexés aux grands documents qu'on va rédiger entre nous, nous allons rendre ces actes scellés de nos sceaux et signés de nos mains, avec leur traduction en roumain, pour la Moldavie.

Ceci a été accompli dans la tente de l'assemblée au mois de septembre, le 12, l'an 7249 [1740] près de la Siniuha où elle se jette dans le Boug.

Signé par:

Moustafa Bey, commissaire

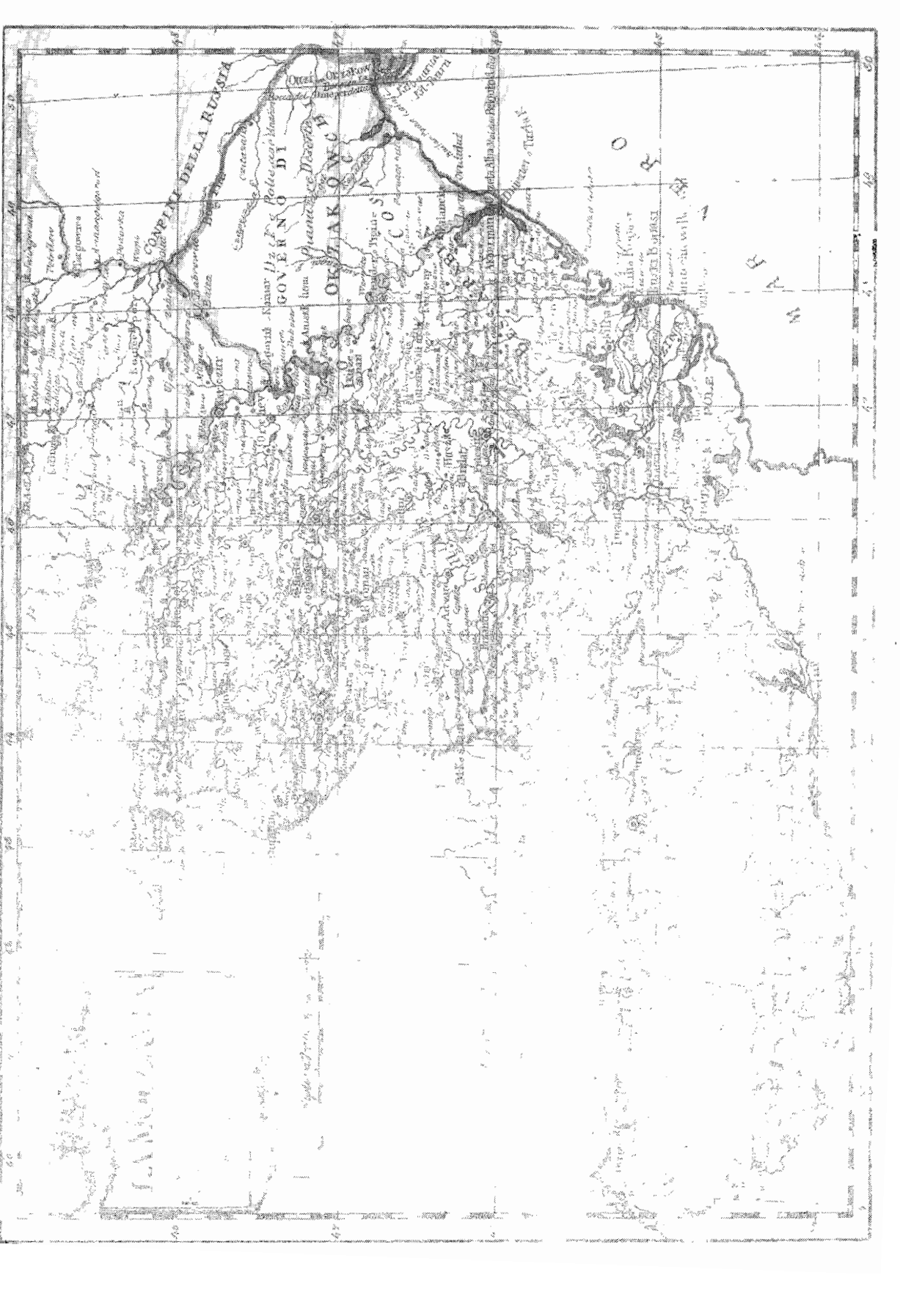
Mechmett Effendi, Kadi

Ivan Nepluev, commissaire de la part des Russes

Hadji Ebraïne Aga, commissaire

et moi, Toderasco, ancien «pitar», [2] envoyé par son Altesse le Voïvode Grégoire, de la part de la Moldavie.

(2) Boyard chargé de pourvoir au pain de la Cour et de l'armée.



CAUCASO

GOVERNO DI
SARAJEV
GOVERNO DI
ERZURUM
GOVERNO DI
VAN

ORZAKON
SARAJEV
ERZURUM
VAN

CAUCASO
ERZURUM
VAN

CAUCASO
ERZURUM
VAN



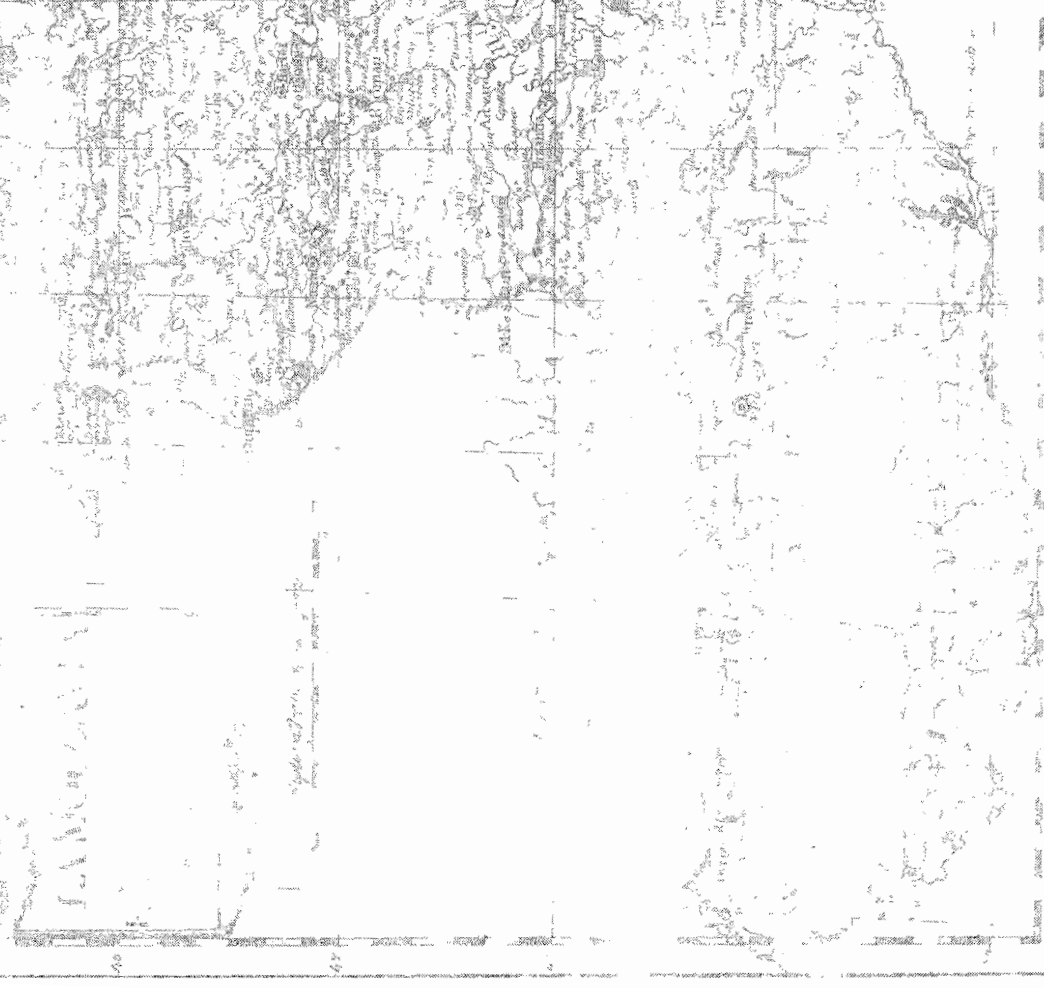
CAUCASO

GOVERNO DI
SARAJEV
GOVERNO DI
ERZURUM
GOVERNO DI
VAN

ORZAKON
SARAJEV
ERZURUM
VAN

CAUCASO
ERZURUM
VAN

CAUCASO
ERZURUM
VAN



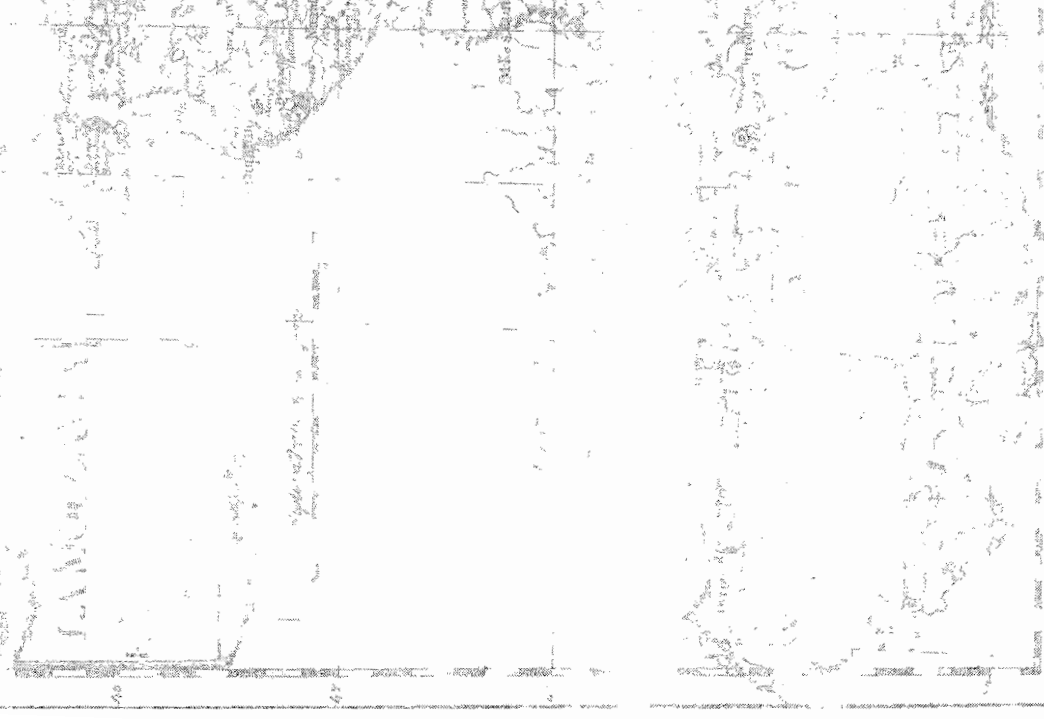
CAUCASO

GOVERNO DI
SARAJEV
GOVERNO DI
ERZURUM
GOVERNO DI
VAN

ORZAKON
SARAJEV
ERZURUM
VAN

CAUCASO
ERZURUM
VAN

CAUCASO
ERZURUM
VAN



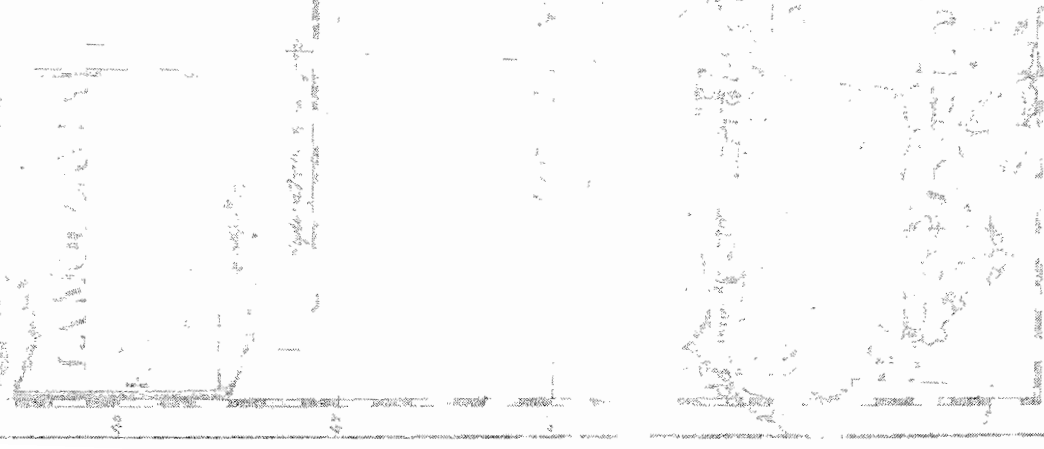
CAUCASO

GOVERNO DI
SARAJEV
GOVERNO DI
ERZURUM
GOVERNO DI
VAN

ORZAKON
SARAJEV
ERZURUM
VAN

CAUCASO
ERZURUM
VAN

CAUCASO
ERZURUM
VAN



CAUCASO

GOVERNO DI
SARAJEV
GOVERNO DI
ERZURUM
GOVERNO DI
VAN

ORZAKON
SARAJEV
ERZURUM
VAN

CAUCASO
ERZURUM
VAN

CAUCASO
ERZURUM
VAN



LES UNS SE REJOUISSENT, LES AUTRES S'ATTRISTENT

de «Peterburgskaïa Vedomosti» du 27 mai 1912

En ce qui concerne la Bessarabie, nous avons exprimé notre opinion dans la presse, dès 1877, en pleine guerre russo-turque - et avec le professeur expert en langues slaves A.A.Maïcov. Depuis, ayant visité la Roumanie plus d'une fois, en y fondant notre organe de publication en 1902 [en langues russe et française], nous nous sommes renforcés dans la conviction que la Bessarabie est non seulement la pomme de discorde entre les Roumains et les Russes, mais aussi la cave contenant la poudre à canon, laquelle, s'il y a explosion, illuminera comme un incendie, ensanglantant l'orient orthodoxe entier et enterrera la gloire de la Russie en tant que libératrice des chrétiens d'Orient.

Lorsque, il y a près d'un siècle, on projetait, sur l'initiative de l'ambitieux «kir» de Kichinev [3], la fête du centenaire de la séparation de la Moldavie d'au-delà du Prouth de la principauté autonome moldave, nous notions, dans «Peterburgskaïa Vedomosti», à quel point cette fête était malencontreuse, en prévoyant qu'elle allait couvrir de deuil la Roumanie, dont les villes allaient arborer des drapeaux noirs et dont les journaux allaient paraître encadrés de noir; c'est ce qui est arrivé.

Nous autres Russes, nous croyons, bien entendu, au dévouement et à la fidélité de la population moldave - proche de nous par l'esprit - envers la Russie et nous devons croire qu'elle lui restera fidèle à jamais, mais ceci ne signifie nullement que la sympathie des Moldaves trouvés au-delà du Prouth soit dirigée vers les Russes plutôt que vers leurs compatriotes roumains.

En gouvernant la Bessarabie pendant cent ans, qu'avons-nous fait pour la population moldave, pour son développement culturel?

Nous n'avons rien fait, car toutes les écoles créées en Bessarabie ont le but de transformer les Roumains de cette province en vélico-russes [moscovites], entreprise qui ne réussit pas...

Depuis plus de 90 ans, le peuple moldave de Bessarabie, au nombre de plus d'un million et demi d'habitants, est privé de son clergé supérieur. Contrairement aux lois fondamentales de l'Empire, qui admettent que toutes les peuplades de Russie aient leurs chefs spirituels, les Moldaves orthodoxes n'ont aucun de leurs évêques qui connaisse le roumain. Qui-conque est allé en Bessarabie sait quelle sorte d'églises-huttes il y a là, combien d'églises sont détruites ou rasées. On pourra objecter que même en Roumanie l'Eglise orthodoxe n'est pas à la hauteur de sa mission, bien que là moins de gens rejettent l'orthodoxie que dans notre Bessarabie. Il est très rare que le Roumain renie la foi de ses aïeux; bien au contraire, il sait s'y prendre aux fins de convertir à l'orthodoxie ceux qui ont une autre foi.

Vainement «Moskovskaïa Vedomosti» et d'autres journaux jouant

les mêmes airs sur la corde du «patriotisme», déclarent que la Russie a libéré la Bessarabie qui était une partie de la Principauté de Moldavie, à travers laquelle l'armée russe devait passer pendant la guerre de la Russie contre la Turquie. Bien entendu, la Russie aurait pu, en 1812, annexer la Moldavie entière, mais cela aurait constitué une usurpation, non pas une conquête, car nous n'avons jamais eu de guerre avec les Moldaves.

Si petit que puisse être un peuple, il réclame le respect envers lui, il est fier de son existence, il ne veut pas servir d'engrais aux Russes, aux Allemands, aux Hongrois ou à d'autres peuples.

La Roumanie a de quoi être fière. Le titre de gloire des Roumains est qu'ils n'ont pas renié la foi de leurs pères; ils n'ont pas inondé leur pays de sectes et d'hérésies; ils ne se sont pas mêlés aux peuples environnants, tels que magyars, russes, serbes, et n'ont pas fusionné avec eux, mais - bien au contraire - ils ont accru leur population jusqu'à 12 ou 13 millions d'habitants.

Dans l'histoire militaire non plus, les Roumains n'ont pas fait mauvaise figure.

Ils ont lutté vaillamment contre les Turcs et les Magyars, pour leur patrie; ils sont allés avec les Russes, à Plevna, en 1877-1878. Quatorze mille Roumains d'au-delà du Prouth sont tombés sur les champs de bataille dans la lointaine Mandchourie.

Dans trois ans, il y aura un siècle que la Pologne aura été annexée à la Russie. Est-ce que l'on considérera cet événement aussi comme une fête significative, en déployant une solennité à Varsovie?

Si les Polonais déplorent leur liberté politique, eux non plus n'ont pas été rendus à la joie, en 1815, par le Congrès de Vienne...

Personne n'aurait protesté, alors, en Europe, contre l'annexion par la Russie, de la Russie Carpathique et de la Russie Transcarpathique; et non seulement nous ne l'avons pas fait, mais de plus, nous avons compensé avec la contrée environnant Tarnople, en Podolie.

Nos diplomates imprévoyants trouvaient qu'il est plus utile pour la Russie de gouverner des peuples étrangers, que de suivre les intentions de ceux qui ont créé la Russie.

La Russie a salué en 1860-1870 la réintégration de l'Italie; elle a contribué à l'unification de l'Allemagne, en reconnaissant par là-même le droit d'autres nations à l'unification de leurs peuples.

Il n'y a rien de criminel en cela et il paraît préférable de se faire des amis et que des ennemis. On peut être sûr que nous autres Russes nous sommes aimés des Bessarabiens, bien que l'actuel archevêque de Kichinev, un homme intelligent et un intellectuel sans doute, qui s'est acquis la soumission de bien des personnalités de haute qualité et se glisse vers le patriarcat, ne sente pas l'affection des Moldaves ni ne désire s'attendre à cette affection.

Les Moldaves sont, à ses yeux, des séparatistes, et à cause de cela, les meilleures forces spirituelles et culturelles sont chassées de Bessarabie par lui; la langue moldave est chassée des églises; il ne peut y être question d'esprit missionnaire. On sème la graine de l'inimitié, qui rehaussera le semeur, mais la moisson sera amère.

Du point de vue culturel, la Bessarabie est restée très en arrière par rapport à la Roumanie. De nos jours, Kichinev a surpassé Jassy en dimensions, mais il ne peut y avoir de comparaison.

Jassy est une ville propre, belle à tous points de vue, ayant de beaux bâtiments architectoniques, une université et d'autres établissements d'enseignement supérieur, par rapport à qui Kichinev est une ville déchue... En la créant il y a un siècle, nous n'avons pas su la faire ressembler aux villes européennes. Quant à la population russe venue dans cette ville, avec des fonctionnaires «russificateurs», elle n'a rehaussé, pour les habitants, ni la prospérité matérielle, ni la moralité, en assujettissant la population moldave entière - trouvée jusqu'à nos jours dans une profonde ignorance - aux juifs.

Comment un peuple pareil pourrait-il encore penser au séparatisme? Il ne vient pas, dans ses églises, à la rencontre des archevêques - despotes visitant l'éparchie - de vrais ennemis de sa nationalité, de sa langue. Et de ces archevêques, il y en a trois, en Bessarabie. Nous ne croyons pas que l'orthodoxie se perde en Roumanie, car si cela arrivait, ses églises méneraient une existence misérable et seraient semblables à celles de Bessarabie.

En visitant, l'année dernière, à Jassy, l'église des Trois - Hiérarques, qui avait subi un incendie, j'ai été ébloui par la manière dont on l'a restaurée, par la nouvelle et belle iconostase, par les icônes en mosaïque, etc.

On a dépensé pour sa restauration plus d'un million de lei roumains. Pour les reliques de sainte Paraskève, qui se trouvent maintenant dans la Cathédrale de l'Accueil du Seigneur, à Jassy, on a remplacé la châsse, fondue par le grand incendie, par une nouvelle châsse en argent, très précieuse. On constate ainsi que le peuple roumain ne manque pas de déférence vis-à-vis de ses objets sacrés.

Il est importun de parler, en ce moment, de la rétrocession de la Bessarabie à la Roumanie.

Le problème de la Bessarabie sera soulevé lorsqu'on devra définitivement décider du problème du Proche-Orient.

Déciderons-nous, alors, d'attirer la Roumanie, en tant que légitime amie, vers l'alliance avec la Russie, ou allons-nous la contraindre à une alliance avec l'Autriche, à entrer dans la Fédération Balkanique, sur laquelle l'aigle bicéphale autrichienne déploiera ses ailes?

C'est à la Russie de résoudre ce problème: si elle doit contribuer, dans son propre intérêt, à l'unification du peuple grec, du peuple roumain, du peuple serbe et du peuple bulgare, ainsi qu'à notre patrie, de la Russie subjuguée, - ou laisser l'Autriche prendre les pays balkaniques, de la même façon dont elle lui a donné, en 1907, la possibilité d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine, qu'elle n'avait que provisoirement occupées.

Le peuple se réjouit de tout spectacle gratuit, de n'importe quelle fête, sans comprendre ce qu'il festoie, ni pourquoi il se réjouit et se distrait.

Mais les intellectuels roumains de Bessarabie, bien que dévoués à la Russie, s'accommodent bien mal de la séparation d'avec ceux qui sont de leur propre race, de la race à laquelle ils étaient destinés.

N. Durnovo

Ministre de l'Education de la Russie

(3) L'évêque Serafim.

5. L'année 1976 a toutes les chances de devenir «l'année de l'Afrique» dans les annales de la politique internationale [7]. Après avoir été pendant une décennie le «continent oublié» de la politique internationale, l'Afrique est de nouveau devenue une source d'instabilité politique et le champ de bataille entre les superpuissances; la chute du régime Caetano au Portugal a servi de catalyseur le plus important dans ce développement [2]. Ajoutons à ces jugements d'experts que les Jeux Olympiques de 1976 ont été les jeux sans l'Afrique et ce, à cause de l'évolution récente en Afrique sub-équatoriale qui risque d'amener l'Afrique, comme d'ailleurs les pays de l'Est et de l'Ouest concernés, dans une impasse politique. Nous ne pouvons pas oublier non plus «la logique de l'apartheid» [3] qui fait état de cent soixante-seize morts pour le «rétablissement de l'ordre public» à Soweto, ville noire dans les environs de Johannesburg.

6. L'Europe occidentale peut-elle rester indifférente à un tel développement? Bien sûr que non. L'Europe doit, au contraire, jouer un rôle actif et contribuer ainsi à un développement pacifique en Afrique. L'Europe occidentale ne doit pas sous-estimer son rôle dans le monde d'aujourd'hui en attachant trop d'importance à ses «divisions» internes, à ses «faiblesses» politiques dans le concert des superpuissances, à ses scrupules historiques. Bien que les relations de l'Europe avec la plupart des pays africains aient pris autrefois la forme du colonialisme, les effets de ce passé sur les rapports de nos pays avec les

pays africains ont été moins négatifs qu'on ne pouvait le craindre. Pour bon nombre d'entre eux, le fait que l'Europe ait renoncé à son rôle colonial est au moins aussi important aujourd'hui que le fait qu'elle ait commencé par jouer ce rôle. C'est pourquoi, et surtout à cause de l'oeuvre constructive de l'Europe dans ses rapports avec ces pays, on considère que l'Europe est beaucoup moins menaçante pour leur indépendance et leur développement que les superpuissances qui, sans avoir connu l'aventure coloniale, mais préoccupées de maintenir un équilibre mutuel, ont continué à intervenir en de nombreux points des continents en développement ou se sont lancées récemment dans l'intervention [4].

7. C'est en partie pour cette raison que l'Europe occidentale est acceptée ou même recherchée comme partenaire. Lorsque les pays européens n'ont plus cherché à dominer ou à contrôler partiellement d'autres continents, ils ont libéré une nouvelle dynamique de coopération sociale, culturelle et surtout économique avec le monde en développement.

L'Afrique prend la première place dans cette nouvelle conception de coopération. Rappelons l'accord historique de Lomé entre les Communautés européennes et une cinquantaine de pays d'Afrique, des Caraïbes, de l'Océan Indien et du Pacifique. Cet accord remarquable témoigne de la volonté de ces pays d'établir une forme inédite de relations constructives avec une importante partie de l'Europe occidentale. L'accord de Lomé est exemplaire pour la poursuite

du dialogue Nord-Sud qui va compter parmi les préoccupations politiques majeures de l'Europe occidentale pour les années à venir. L'Europe occidentale a la possibilité de jouer un rôle décisif dans les négociations Nord-Sud sur une nouvelle répartition des pouvoirs politiques et économiques au plan mondial [5]. Si l'Europe veut rester un partenaire impartial et accepté dans le cadre du dialogue Nord-Sud, elle doit également prendre ses responsabilités vis-à-vis du développement en Afrique sub-équatoriale.

8. Ainsi l'Europe occidentale a une position à prendre en ce qui concerne la dernière évolution en Rhodésie et en Afrique du Sud. Elle assume des responsabilités morales en tant qu'Europe démocratique réunie au sein du Conseil de l'Europe. Elle assume des responsabilités économiques et sociales en tant qu'«associé» engagé dans la vie économique de cette région. Elle assume des responsabilités politiques en tant que région d'origine d'une partie des habitants de ces pays.

9. L'Europe occidentale a également un intérêt accru dans l'évolution récente en Afrique sub-équatoriale qui touche au maintien de la détente internationale, auquel le cas de l'Angola a donné une nouvelle dimension. L'incorporation, par l'idéologie de l'Est, de l'indépendance de l'Angola dans la «lutte pour le progrès de la révolution dans le monde», ne correspond pas à notre définition de la détente dans le monde. Nous sommes également inquiets de l'influence du maintien confirmé des troupes cubaines sur le

développement futur en Angola et de l'impact possible de cette présence sur l'évolution de la situation en Namibie et en Rhodésie.

10. Dans l'intérêt de l'Afrique et dans son propre intérêt, sans vouloir s'immiscer dans les affaires internes des pays d'Afrique sub-équatoriale, l'Europe occidentale doit prendre position pour démontrer son engagement pour plus de justice et plus d'égalité dans le monde.



- [1] W. Hopker, *Wandel und Umbruch im südlichen Afrika: Befreiungsbewegungen - Impulse zu einer besseren Welt?*, Das Parlament du 29 mai 1976.
- [2] S. Larrabee, *Moscow, Angola and the dialectics of détente*, World Topay, mai 1976, p. 173.
- [3] Le Monde du 19 juin 1976.
- [4] Voir le Discours de M. Garret FitzGerald, Ministre des Affaires étrangères d'Irlande, Président en exercice du Conseil des Communautés européennes, devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le 23 avril 1975.
- [5] Voir en détail le rapport de M. Vedovato sur l'«impact politique du dialogue Nord-Sud», avril 1976, Doc. 3763.



LE NOMBRE DES CHOMEURS DIMINUE DANS LES PAYS DE LA C.E.E.

Le nombre des chômeurs dans les neuf pays de la C.E.E. s'élevait, à mi-octobre, à 4 990 664 travailleurs; c'est une légère baisse par rapport aux 5 050 494 unités de mi-septembre, mais une augmentation si l'on considère le chiffre de 4 716 572 de l'année précédente. La commission exécutive de la C.E.E. déclare avoir pris note «avec préoccupation» qu'en termes absolus le fléchissement mensuel a été très réduit et que «le marché du travail n'a pas enregistré d'améliorations significatives».

Les chiffres se réfèrent au mois de septembre pour l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Belgique et les Pays-Bas; à août pour la France, l'Irlande, le Danemark et le Luxembourg et à juillet pour l'Italie.

La commission fait observer une très légère diminution du chômage par rapport au mois précédent en Allemagne, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et au Danemark, tandis que les chômeurs ont augmenté «de façon importante» en France et en Italie.

Puis le nombre des offres d'emploi a diminué en Belgique, en Allemagne et en France, ce qui confirme l'orientation incertaine actuelle du marché du travail.

RESOLUTION DU COMITE INTERNATIONAL DE PRESIDENCE DE L'UNION PANEUROPEENNE

Les 2 et 3 novembre à Munich, lors de sa session d'automne, le Comité international de Présidence de l'Union Paneuropéenne a attentivement examiné les récents développements de la politique européenne et les impératifs qui en découlent.

1.

L'Union Paneuropéenne unanime lance un appel solennel aux Chefs d'Etat aux Gouvernements et aux Parlements des pays membres de la Communauté Européenne, responsable de sa survie, de son achèvement et de son succès, d'agir sans perdre de temps.

2.

L'Union Paneuropéenne adjure tous les responsables politiques de faire adopter immédiatement par le Conseil Européen des mesures positives, inspirées du Rapport Tindemans et d'annoncer la préparation d'un nouveau Traité fondant enfin l'Europe politique.

3.

L'Union Paneuropéenne est persuadée que ces décisions urgentes et pratiques sont indispensables pour assurer en tout premier lieu la ratification générale de l'accord du 20 septembre du Conseil Européen et, ensuite le succès en 1978 des élections directes au suffrage universel du Parlement Européen selon les principes des Traités instituant les Communautés Européennes.

4.

L'Union Paneuropéenne, de son côté, et les organisations affiliées et associées s'engagent à mettre tout en oeuvre pour assurer la ratification de la décision du 20 septembre par les Parlements des Etats membres de la Communauté, et pour intensifier l'information des peuples et la mobilisation des électeurs concernés.

5.

L'Union Paneuropéenne rappelle aux Gouvernements communautaires que le Land de Berlin est inclu dans le Traité de Rome et fait donc partie de la Communauté Européenne. Les Berlinoises de l'Ouest sont, par conséquent, en droit de participer aux élections directes du Parlement Européen au même titre que les autres Européens de la Communauté.

6.

L'Union Paneuropéenne est d'avis que le mandat parlementaire européen doit être incompatible avec le mandat parlementaire national. Pour une meilleure compréhension et une meilleure coordination des politiques européennes natio-

nales, l'Union Paneuropéenne demande que les parlementaires européens participent, avec voix consultative, aux séances des Parlements nationaux toutes les fois que des questions européennes sont à l'ordre du jour ou mises en discussion.

7.

L'Union Paneuropéenne souhaite que les pays européens non encore membres de la Communauté européenne, mais répondant aux conditions établies dans les Traités de Paris et de Rome, puissent élire des observateurs délégués au Parlement Européen.

8.

En vue de la préparation des élections européennes, l'Union Paneuropéenne en tant que mouvement politique, indépendant de tout parti politique, entrera en contact avec les partis et les candidats aux élections, pour connaître leur prise de position quant à l'orientation de la politique européenne par rapport à sa «Déclaration de base» de Strasbourg. L'Union Paneuropéenne fera dépendre son action de soutien dans la campagne électorale européenne de la teneur des réponses reçues.

9.

Le Comité de Présidence de l'Union Paneuropéenne se réjouit des rapides progrès de l'organisation des jeunes paneuropéens et va suivre avec une attention particulière le développement de leur action idéologique pour un patriotisme européen qui complète et couronne les patriotismes nationaux.

10.

En hommage au pionnier de l'Europe libre, Coudenhove-Kalergi, et pour honorer des actions efficaces en faveur d'une Europe libre, unie et indépendante, l'Union Paneuropéenne décide de constituer un «Prix européen Coudenhove-Kalergi». Un jury d'éminents Européens se réunira prochainement pour décerner le premier prix.

11.

Se référant à de récentes affirmations de certaines personnalités européennes sur l'eurocommunisme, l'Union Paneuropéenne réaffirme que l'Europe a toujours été une terre de liberté personnelle. Ses ennemis sont l'esprit de tyrannie et la pratique du totalitarisme. L'Union paneuropéenne lutte contre toute forme de totalitarisme que celui-ci se dise de droite ou de gauche. Elle défend l'autodétermination de tous les peuples européens.

□

NICOLAS JEQUIER
*Les Télécommunications
et l'Europe*
Centre de Recherches
Européennes
Lausanne, 1976, 124 pages

En Europe occidentale, il y a des domaines très importants où le processus de coordination et d'unification est très avancé; l'industrie des télécommunications en est un exemple très révélateur: dans ce secteur il n'y a pour le moment ni marché commun ni politique européenne commune. Au contraire, la situation actuelle est encore caractérisée par le *cloisonnement des marchés nationaux*, aussi bien dans la production de matériels de télécommunications que dans les services offerts au consommateur. C'est un véritable *nationalisme industriel*, en flagrante contradiction avec le Traité de Rome (1957).

La présente étude de Nicolas Jéquier a été effectuée à la demande de la Commission des Communautés européennes et répond à une préoccupation du Conseil des Ministres des Communautés européennes, qui étudie les bases d'une future politique européenne des télécommunications. L'auteur se propose d'examiner les services et l'industrie des télécommunications européennes dans un contexte mondial, d'analyser les avantages de la réalisation d'un marché commun dans ce secteur et d'avancer une série de propositions dans ce sens.

La mise en œuvre d'une politique européenne des télécommunications est une affaire de très longue haleine; elle comporte entre autres:

a) Le développement technologique et la progressive harmonisation des technologies nationales existantes;

b) La libéralisation des échanges commerciaux, c'est-à-dire la création d'un vrai marché commun des télécommunications;

LIVRES



REÇUS

c) La planification à long terme et le développement intégré des télécommunications.

Faisant oeuvre de pionnier en cette matière l'étude très précise et très claire de N. Jéquier donnera certainement lieu à de vifs débats.

JEAN DE PANGE
Journal (1937-1939)
Grasset, Paris
1975, 480 pages

Ce quatrième volume du «Journal» d'un grand historien et moraliste est particulièrement important pour qui veut mieux comprendre l'histoire de l'Europe contemporaine. Ces pages furent écrites à la veille de la Seconde Guerre mondiale et témoignent d'une grande lucidité et d'une forte originalité dans l'interprétation des événements. Excellent connaisseur des problèmes politiques qui travaillent l'Europe (et en particulier ceux de l'Alsace et de la Lorraine), théoricien de l'Etat et défenseur de l'importance de la religion dans l'histoire, Jean de Pange prit une part active aux discussions et polémiques suscitées en France par l'imminence de la guerre; dans sa maison de Paris eurent lieu des réunions de penseurs et d'hommes politiques et parmi ses invités figuraient souvent Robert Schuman, l'archiduc Otto de Habsbourg, l'ancien chancelier allemand Wirth.

L'*Anschluss* et l'occupation du territoire des Sudètes sont pour Jean de Pange une conséquence désastreuse du

démembrement de l'empire austro-hongrois après 1918. La Seconde Guerre mondiale signifie un effondrement politique dû essentiellement au manque d'idéal surnaturel, de sens du sacré chez les dirigeants des pays européens; seule l'Angleterre avait su garder à travers son histoire la continuité de l'esprit religieux de l'Etat.

Politique - Morale - Religion sont toujours unies dans la pensée de Jean de Pange: «Il n'y a de politique durable que celle qui est basée sur la morale» (17 octobre 1939); «La politique ne peut être séparée de la morale et même de la religion, en d'autres termes... il faut un idéal surhumain en politique» (29 novembre 1936); «Le fondement de l'autorité est-il la force, ou est-il cet amour réciproque des hommes qui ne s'explique que par une grâce divine?» (29 octobre 1935).

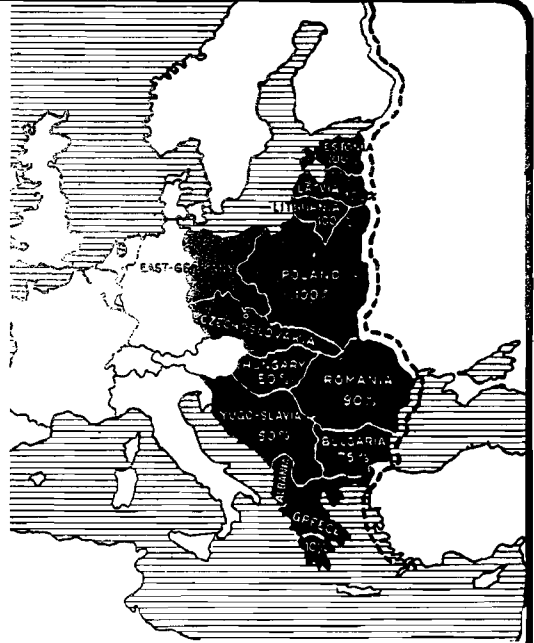
On a pu dire de Jean de Pange qu'il a été l'un des premiers à vouloir considérer sous un angle européen les problèmes politiques, sociaux et économiques qui divisent l'Europe. En effet, il a été l'un des précurseurs du rapprochement franco-allemand après les conflits de 1870, 1914 et 1939. Il a même préconisé une union entre la France et l'Angleterre. Il écrivit une fois (11 août 1939): «Notre tâche essentielle est d'approfondir les éléments de la culture et de l'idéal franco-anglais et de montrer leur conformité». Et le 22 juillet 1938, il se demandait: «Ne peut-on pas déjà entrevoir l'entrée de la France dans ce grand *Commonwealth* franco-britannique qui représenterait dans le monde l'idéal du *Civis Romanus* ?» pour répondre le jour suivant que «L'union franco-britannique n'est que l'union de deux âmes complémentaires.» Près de vingt ans après sa mort, l'oeuvre de Jean de Pange lui suivit, bien que certaines solutions qu'il proposait ne soient pas actuelles et que sa conception même des fondements de l'Etat soit anachronique.

YALTA - 1945

Churchill cède à l'Union soviétique l'Europe de l'Est.

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations reconnaît le status quo créé à Yalta.



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B.»

Bulletin Européen

SOMMAIRE

La prospérité isolée de la R.F.A. lui crée-t-elle un problème? <i>par R. Cestelli</i>	p. 1
La citadelle de la révolution en Europe	» 3
Ombres chinoises et avenir européen <i>par L. Marchand</i>	» 4
La nouvelle stratégie internationale de Moscou <i>par K. Heinze</i>	» 7
L'An 1740, le 12 septembre	» 9
Les uns se réjouissent, les autres s'attristent <i>par N. Durnovo</i>	» 13
Nous et l'Afrique	» 16
Résolution du Comité International de Présidence de l'Union Paneuropéenne	» 18
Livres reçus	» 19

DIRECTEUR RESPONSABLE: Dante Ferrari
DIRECTION et REDACTION:
Roma, Via Magnanapoli n. 11
Reg. Trib. Roma n. 2840 del 15. 12. 1951

ABONNEMENTS ANNUELS:
ORDINAIRE F.F. 50
de soutien F.F. 250
(ou monnaie européenne équivalente)

Stampato in proprio